

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

COMPAGNIE DE CHEMINS DE FER DÉPARTEMENTAUX

Société Anonyme au Capital de 1 million d'euros

Siège Social : 29 Boulevard de Courcelles 75008 PARIS

RCS PARIS B 542 100 086 - SIRET 542 100 086 00199

AVIS DE REUNION VALANT CONVOCATION

Les actionnaires de la **Compagnie de Chemins de Fer Départementaux** sont informés qu'une **Assemblée Générale Ordinaire** est convoquée le **jeudi 11 décembre 2025 à 10h00**, au Siège Social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour

1. Lecture du rapport du Conseil d'Administration et modification du prix de rachat par la Société de ses propres actions

PROJET DE RÉSOLUTIONS**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 11 DECEMBRE 2025****PREMIERE RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le Rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier le prix unitaire maximum de rachat de ses propres actions, fixé par la quatrième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 22 mai 2025, en le portant à 1000€ par action.

Les actionnaires, qui peuvent justifier qu'ils possèdent ou peuvent représenter la fraction du capital requise par l'article 6 II de la Loi n°2005-842 du 26 juillet 2005, peuvent envoyer, par lettre recommandée au siège social de la société dans un délai de 10 jours à compter de la publication du présent avis, une demande d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour. Cette demande sera accompagnée du texte de projets et éventuellement d'un bref exposé des motifs. La société recommande aux actionnaires de doubler leur courrier d'un courriel à contact@cfd.fr.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à cette assemblée, ou de s'y faire représenter par un actionnaire, par son conjoint ou d'y voter par correspondance.

Pour pouvoir participer ou se faire représenter à cette Assemblée, les titulaires d'actions nominatives devront avoir leurs titres inscrits en compte, cinq jours avant la date fixée pour ladite assemblée.

La société tient à la disposition des actionnaires des formules de pouvoir et de vote par correspondance.

Les actionnaires ayant voté par correspondance n'auront plus la possibilité de participer directement à l'Assemblée ou de s'y faire représenter en vertu d'un pouvoir.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION